



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 32 – Semaines du 23 mai au 3 juin 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Des investissements en milliards de réais dans le secteur du papier et de la cellulose.
- ❖ 10 ans après le nouveau Code Forestier, seulement 0,01% des propriétés rurales ont été régularisées par le CAR.
- ❖ Ignorer la déforestation dans la chaîne de valeur pourrait coûter 24 Mds BRL (4,7 Mds EUR) aux entreprises brésiliennes.

Énergie

- ❖ Des mesures approuvées par le Congrès conduiront à une augmentation de 10% des factures d'électricité.

Infrastructures & Transports

- ❖ EcoRodovias devient la plus grande entreprise privée du réseau autoroutier brésilien.
- ❖ Des organisations s'unissent pour la publication d'une Politique Nationale du Transport Ferroviaire de Passagers.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ Le financement de l'assainissement fait exploser le recours aux débentures.
- ❖ De fortes disparités régionales en termes d'accès à l'assainissement persistent.

Et Aussi

- ❖ São José dos Campos est la première ville brésilienne à être certifiée « ville intelligente ».
- ❖ Les startups disposeront d'un fonds pour l'investissement technologique pour l'environnement.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La déforestation dans la *Mata Atlântica* (forêt atlantique) augmente de 66%.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

Des investissements en milliards de réais dans le secteur du papier et de la cellulose

Le secteur du **papier et de la cellulose (pâte à papier)** a connu une forte croissance au Brésil ces dernières années, en raison de la forte demande des entreprises, des restaurants et des particuliers pour des **produits plus durables**. Selon l'**industrie brésilienne de l'arbre (IBA)**, en 2021, le **taux d'exportation a augmenté de 4,3%**, ce qui a stimulé l'expansion de la plantation d'arbres et l'installation de nouvelles usines : **l'IBA prévoit ainsi 35 Mds BRL (6,8 Mds EUR) d'investissements dans le secteur jusqu'en 2023**. Cela devrait également profiter aux entreprises de la chaîne de valeur du papier, qui devront répondre à la hausse de demande du secteur. Selon les données du ministère des mines et de l'énergie, le Brésil est le **2^{ème} producteur mondial de pâte à papier**, derrière les États-Unis. Le pays est responsable de la production de **11,3% du total de la pâte à papier mondiale, soit 21 millions de tonnes**. Le potentiel de développement de cette industrie dans le pays peut encore profiter au secteur du **recyclage du papier**, déjà bien développé. En 2020, le pays a enregistré un **taux de recyclage de plus de 70%**, la moyenne mondiale étant de 60%. (Article [ici](#))

10 ans après le nouveau Code Forestier, seulement 0,01% des propriétés rurales ont été régularisées par le CAR

L'introduction du code forestier de **2012** a créé le **CAR (registre environnemental rural)**, un registre électronique public aidant les États et les municipalités dans la **gestion environnementale et économique des propriétés rurales** (dont l'obligation de **protéger une partie des propriétés**). En 2022, seulement **28 600 des 6,5 millions de propriétés** enregistrées ont été effectivement analysées – soit moins de 0,5% des propriétés – selon les données du SFB (Service forestier brésilien). Cependant, seulement **1 169 termes**

d'engagement au programme de régularisation environnementale ont été signés, ce qui correspond à **0,01%** des propriétés enregistrées – alors même que 52% des propriétés enregistrées ont déjà demandé l'adhésion au programme. Le manque de coordination entre les États et le gouvernement fédéral a d'ailleurs permis le **chevauchement d'enregistrements au CAR avec 29 hectares de terres protégées**, dont des **terres indigènes**. Malgré les difficultés d'application de la loi, **90 projets de loi** circulent actuellement à la Chambre des députés pour **assouplir davantage le Code**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Ignorer la déforestation dans la chaîne de valeur pourrait coûter 24 Mds BRL (4,7 Mds EUR) aux entreprises brésiennes

Selon des données de **l'AFI (Accountability Framework Initiative)** en partenariat avec le **CDP (Carbon Disclosure Project)**, à l'échelle mondiale, les entreprises pourraient perdre **80 Mds USD (74,5 Mds EUR)** si elles n'agissent pas pour lutter contre la déforestation au sein de leurs chaînes de valeur. Si l'on considère uniquement le Brésil, le risque financier est estimé à **5 Mds USD (4,6 Mds EUR)**. Même suivant un scénario optimiste, les pertes seraient très élevées : **3 Mds USD (2,8 Mds EUR)**. L'étude souligne également que **faire face à ce risque serait beaucoup moins coûteux** : dans le cas du Brésil, le coût total des actions pour y remédier serait de **680 M USD (633 M EUR)**, soit environ **1/8 de la perte estimée**. Au Brésil, **45 entreprises** ont répondu au questionnaire (675 à échelle mondiale), principalement les géants de l'agroalimentaire tels que **JBS, Marfrig, Minerva Foods, Amaggi et BRF**. Selon l'étude, le pays concentre le **plus grand risque financier lié à la déforestation en Amérique Latine**, suivi du Chili. Et bien que **79%** des entreprises interrogées au Brésil déclarent avoir des **actions de traçabilité**, seulement 31% sont capables de suivre 100% de leur production jusqu'à l'origine. (Article [ici](#))

Énergie

Des mesures approuvées par le Congrès conduiront à une augmentation de 10 % de la facture d'électricité des Brésiliens

Des **mesures approuvées** par le Congrès depuis 2021, notamment **l'obligation de rachat de toute la production thermoélectrique de certaines usines (charbon et gaz) et des subventions au secteur électrique**, pourraient conduire à une augmentation du coût de l'énergie de **27 Mds BRL (5,2 Mds EUR) par an** (considérant la durée de chaque contrat). Selon le professeur Edvaldo Santana, ancien directeur de l'Agence nationale de l'énergie électrique (ANEEL), cela engendrerait une **augmentation de 10% de la facture d'électricité**. Les contrats concernés ont un coût moyen de **464,3 BRL (90 EUR)**

par mégawattheure (MWh), alors que le coût habituel, calculé par l'Energy Research Company (EPE), est de **157,4 BRL (30 EUR)**. Etant donnée la hausse des tarifs, le président de la Chambre des députés, Arthur Lira, avec le soutien du gouvernement, souhaite faire approuver un projet fixant un **plafond de 17% pour l'ICMS** (Impôt sur la circulation des marchandises et services). Pour les spécialistes du secteur, comme Rodrigo Ferreira, président exécutif de l'Association brésilienne des commerçants d'énergie (ABRACEEL), des **réformes structurelles et la modernisation du modèle commercial du secteur de l'électricité sont urgentes**. (Article [ici](#))

Infrastructures & Transports

EcoRodovias devient la plus grande entreprise privée du réseau autoroutier

Seul groupe à participer, **EcoRodovias a remporté la vente aux enchères du tronçon routier Rio (Rio de Janeiro) – Governador Valadares (Minas Gerais)**, organisée le 20 mai par l'Agence nationale des transports terrestres (ANTT) et le ministère des Infrastructures. Il s'agit de la seule route permettant d'accéder, depuis Rio de Janeiro, à la « région des lacs » au nord de l'État et aux régions du nord et du nord-est du pays. Le contrat prévoit **11,3 Mds BRL (2,2 Mds EUR) d'investissements** au long des 30 années de concession, dont des **travaux de duplication de certains tronçons, la construction de passerelles et pistes cyclables**, ce qui permettrait la création de plus de **154 700 emplois**

directs et indirects. EcoRodovias exploite déjà trois concessions dans le Minas Gerais et le pont Rio-Niteroi à Rio de Janeiro, où l'entreprise cherche toujours d'autres opportunités de marché. Avec ce nouveau tronçon de 727 km, EcoRodovias exploite désormais plus de **4 000 km d'autoroutes** au Brésil, devenant ainsi la **plus grande entreprise privée opérant sur le réseau autoroutier du pays**. (Article [ici](#)).

Des organisations s'unissent pour la publication d'une Politique Nationale du Transport Ferroviaire de Passagers

25 associations et entreprises de renom se sont unies pour demander la publication de la **Politique Nationale du Transport Ferroviaire de Passagers**

(PNTFP), qui établirait les **lignes directrices** pour la **réglementation et le développement des trains régionaux au Brésil**, et ont lancé le **Manifeste pour l'Avancement des Chemins de Fer de Passagers au Brésil**. La politique nationale est en cours de préparation par le **ministère des infrastructures** et a fait l'objet d'une consultation publique afin de recevoir des contributions pour l'amélioration du texte. Dans le Manifeste, les groupes soulignent les **avantages** de la mise en place de lignes de train longue distance. Ils mettent surtout en évidence les

avantages économiques et les perspectives d'investissement liés à la promotion de ce marché, ainsi que les **avantages sociaux et environnementaux** caractéristiques du mode ferroviaire de transport, dont la réduction de l'emprunte carbone. En outre, du point de vue de l'utilisateur, ce marché **réduirait la dépendance** de la population vis-à-vis du transport routier et **renforcerait le « droit au choix » des usagers**. (Article [ici](#))



Eau, Assainissement, Déchets

Le financement de l'assainissement fait exploser le recours aux débetures

Bénéficiant actuellement d'exemptions d'impôt sur le revenu, le recours aux **débetures** pour financer les projets d'eau et d'assainissement est en plein essor au Brésil. Depuis le début de l'année, le Secrétariat national de l'Eau et de l'Assainissement a déjà autorisé la levée de **3,02 Mds BRL (590 M)** de débetures pour le secteur, contre **2,8 Mds BRL (540 M EUR) en 2021**. Le secrétaire national de l'eau et de l'assainissement, Pedro Maranhão, a déclaré que 7 autres propositions d'émission d'obligations, représentant **13,8 Mds BRL (2,68 Mds EUR)**, étaient en cours d'analyse. Les entreprises positionnées sur la **gestion des sites d'enfouissement des déchets** ont également commencé à explorer cette source de financement. Depuis plusieurs années déjà, les sources de financement privées prennent de l'ampleur au sein des secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets. Entre 2016 et 2019, la BNDES (Banque Nationale du Développement Economique et Social) et la Caixa Economica Federal avaient déjà **réduit leur participation de 58% à 40%** aux prêts accordés dans ces secteurs. La tendance s'est accélérée depuis l'instauration du nouveau cadre réglementaire de juillet 2020. (Article [ici](#))

De fortes disparités régionales dans l'accès à l'assainissement persistent

Une étude élaborée par l'**Institut Trata Brasil** et le cabinet de conseil **GO Associados**, sur la base des données du **Système National d'Information sur l'Assainissement (SNIS)**, révèle d'importantes **inégalités régionales** d'accès à l'eau et à l'assainissement au Brésil. Alors qu'à **Santos** (Etat de São Paulo), **100%** de l'eau courante est potable, correctement collectée puis traitée après usage, à Porto Velho (Etat du Rondônia), seulement **32,9%** des habitants ont accès à de l'eau potable et **5,9%**, à la collecte des eaux usées. La région Nord a **58,9%** de la population desservie en eau potable et **13,14%** en collecte des eaux usées. En revanche, **91%** des habitants du Sud-Est disposent d'eau potable et **80%** d'un réseau de collecte des eaux usées. Alors que le secteur est en pleine ébullition depuis l'approbation en 2020 du nouveau cadre de l'eau et de l'assainissement – visant à **accroître la participation des acteurs privés** dans le secteur et à atteindre **l'universalisation des services en 2033 (99% d'accès à l'eau portable courante et 90% de collecte et traitement des eaux usées à l'échelle du pays)** – des difficultés de financement demeurent, notamment pour les régions déjà **moins desservies**

ou plus éloignées. Selon le **Plan National d'Assainissement (Plansab)**, 29 Mds BRL (5,7 Mds EUR) d'investissement seraient nécessaires chaque année pour atteindre les objectifs du cadre. À date,

seuls **14 Mds BRL (2,7 Mds EUR)** d'investissements annuels, publics et privés, sont alloués en moyenne au secteur. (Articles [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

São José dos Campos est la 1^{ère} ville brésilienne à être certifiée « ville intelligente »

Le 16 mars 2022, **São José dos Campos a rejoint la liste des 79 villes dans le monde certifiées « villes intelligentes »**; il s'agit de la première certification au Brésil. La certification a été accordée par l'ABNT (Association brésilienne des normes techniques) sur la base des normes réglementées par le World Council on City Data, une institution liée à l'ONU. São José dos Campos a suivi un **processus rigoureux**, évaluant **276 indicateurs** liés aux services urbains, à la qualité de vie et au développement durable. Sur la base des mêmes normes, la ville a également été certifiée « **ville résiliente** » et « **ville durable** ». C'est notamment grâce à de bonnes pratiques en matière de gestion publique innovante que la São José figure sur la liste. Son CSI (Centre de sécurité et intelligence) est notamment considéré comme le **meilleur projet de sécurité du pays**. La **Ligne Verte** (corridor de mobilité avec l'utilisation de bus **100% électriques**), les systèmes de **collecte des déchets et traitement des eaux usées**, la couverture à 100% des zones urbaines et rurales avec des **lampes LED** et le service de **surveillance par satellite** sont parmi les initiatives-phares de la ville qui lui ont permis d'acquérir la certification. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Les startups disposeront d'un fonds pour l'investissement technologique pour l'environnement

Le **gestionnaire de capital-risque KPTL** et le **Fundo Vale** lancent aujourd'hui un fonds d'investissement de **200 M BRL (39 M EUR)** pour des start-ups qui ont un **impact positif sur la forêt et le climat**. Les investissements devraient s'étaler sur **5 ans**. Au bout de 2 ans, le but du fonds est de constituer un **portefeuille de 25 à 35 entreprises**. Selon le directeur de KPTL, Renato Ramalho, il ne s'agit pas d'un fonds pour la reforestation mais d'un fonds plus large, lié à **l'économie régénérative, à la biotechnologie et aux produits pharmaceutiques**, pouvant avoir un impact sur la reforestation. Selon lui, **la technologie est la clé** pour stimuler davantage les investissements dans le secteur. Les 4 domaines privilégiés seront les **forêts, le carbone, la bioéconomie et l'économie régénérative**. Le Fundo Vale est un fonds de développement et d'investissement qui soutient depuis plus de 10 ans des projets à **impact social et environnemental**. KPTL, quant à lui, est un gestionnaire de capital-risque créée en 2003, qui a déjà investi dans **65 entreprises** opérant dans les secteurs de **l'agroalimentaire, de la santé, des forêts, du climat et de l'énergie**. Le fonds aura des partenaires tels que **Imaflora** (institut de gestion et de certification forestière), l'accélérateur **Troposlab** (conseil en entrepreneuriat) et **Resultante**, un spécialiste de l'ESG. (Article [ici](#))



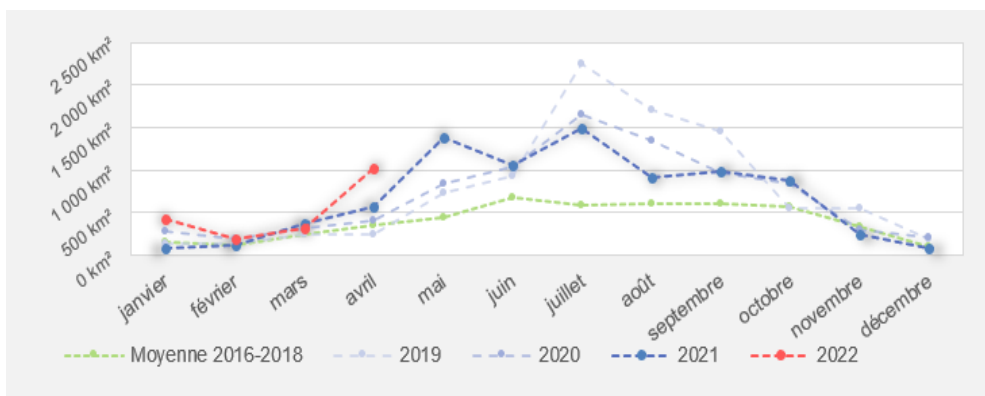
Amazonie & Biomes brésiliens

La déforestation dans la *Mata Atlântica* (forêt atlantique) augmente de 66%

Selon les données de l'Atlas de la Fondation SOS Mata Atlântica, la déforestation dans le biome de la forêt atlantique a crû de 66 % entre 2020 et 2021. Un total de 21 642 hectares a été perdu l'année dernière, soit 59 hectares par jour. Il s'agit du chiffre le plus élevé des 6 dernières années. La forêt Atlantique fait pourtant partie des biomes les plus menacés du Brésil. Seuls 7,3% de sa forêt originelle sont encore aujourd'hui sur pied. Des pertes de végétation ont été enregistrées dans 15 des 17 États qui composent le biome. 89% d'entre elles se concentrent dans les

États de Bahia, du Mato Grosso do Sul, du Paraná, de Santa Catarina et du Minas Gerais, ce dernier comptant pour près de 50% de la déforestation enregistrée. Une reprise a également été constatée dans des États qui avaient presque éradiqué la déforestation, tels que ceux de São Paulo ou Rio de Janeiro. D'après l'Atlas, qui reprend les données de l'Institut national de recherche spatiale (INPE), la déforestation de la forêt atlantique a entraîné l'émission de 10,3 millions tCO₂eq en 2021. Les terres déboisées ont majoritairement été converties en pâturages ou cultures agricoles. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en Amazonie légale émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 27 mai

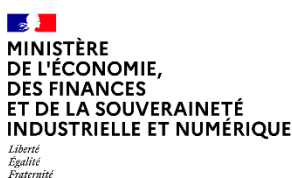
2 744 km²
en 2022

+22%

Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,
Chef du Service Economique Régional de Brasília
Rédacteurs : Mathieu RIVALLAIN, Rémi FALLON, Julia GUIMARÃES
François-Xavier FLAMAND
Pour s'abonner : mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr
remi.fallon@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©marchello74